



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 48

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique

Organisé par CTA, BMZ/GIZ, le Secrétariat ACP, Commission européenne/DG DEVCO et Concord

20 mars 2017, 14h00-18h00

Secrétariat ACP (avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles)

<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte

Les zones rurales dans beaucoup de pays d'Afrique connaissent actuellement des processus de transformation manifestes, qui sont renforcés par des évolutions telles que la croissance de la population, l'urbanisation et l'augmentation de la mobilité. La relation entre zones rurales et urbaines évolue et le fossé qui séparait autrefois le monde rural du monde urbain disparaît peu à peu compte tenu de la circulation accrue des personnes, des produits et des services entre les deux et de l'apparition de nouveaux mouvements migratoires et modes de subsistance.

À côté de la croissance des capitales et des grandes villes, une grande partie de l'urbanisation observée dans les pays d'Afrique est intervenue dans les zones rurales (des villages et autres villes de moins de 500 000 habitants) sous l'effet, notamment, de l'amélioration des infrastructures et de la connectivité numérique, mais aussi de la recherche des opportunités économiques¹. Les localités rurales et les villes plus petites ont le potentiel nécessaire pour dynamiser les zones rurales dans leur fonction de carrefours commerciaux et de prestation de services de base. Pour leur permettre de s'acquitter de ces fonctions, des investissements considérables s'imposent, de même que des capacités institutionnelles locales et un engagement politique clair.

Les trajectoires de transformation sont condamnées à évoluer de manière différente selon les pays, sous l'influence de facteurs exogènes, tels que les effets des changements climatiques, mais aussi la disponibilité de terres agricoles sous-utilisées ou le degré de dépendance aux recettes d'exportation obtenues grâce aux matières premières². Pourtant, malgré l'urbanisation rapide, plus de 50 % des pauvres en Afrique vivent encore dans des zones rurales en 2035 et resteront largement tributaires de l'agriculture. De plus, contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions, le nombre total de jeunes qui vivent dans des zones rurales devrait continuer à augmenter en Afrique subsaharienne jusqu'en 2030-2040.³ Dans beaucoup de pays d'Afrique, l'agriculture restera par conséquent le premier secteur en termes d'emplois et de possibilités de revenus dans les zones rurales, et aussi le secteur qui présentera le plus grand potentiel, de manière indirecte, en ce qui concerne l'activité économique non agricole dans le secteur des services et de la transformation alimentaires. Parallèlement à cela, la productivité du secteur agricole sera elle aussi essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique à l'avenir et réduire l'actuelle dépendance à l'importation.

Compte tenu des prévisions démographiques pour l'Afrique, le principal défi pour les prochaines décennies consistera à offrir aux générations futures des emplois et des moyens de gagner leur vie. Selon la Banque africaine de développement, entre 10 et 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi en Afrique, alors que seulement 3 millions d'emplois formels sont créés, ce qui laisse des millions de jeunes sans emploi.⁴ Les zones urbaines continuent à attirer un grand nombre de jeunes venus des zones rurales, beaucoup d'entre eux n'étant pas séduits par la perspective de travailler dans le secteur agricole. Cette tendance s'est traduite par un vieillissement de l'agriculture dans certains pays (au Ghana, par exemple, l'âge moyen des agriculteurs est déjà de 55 ans), tandis

¹ BafD, OCDE, PNUD, 2016. Perspectives économiques en Afrique. Villes durables et transformation structurelle. Partie II

² CIRAD, 2016. A New Emerging Rural World - An Overview of Rural Change in Africa, deuxième édition, révisée et complétée

³ Estherine Lisinge-Fotabong, Transformer les zones rurales de l'Afrique par le développement des compétences, la création d'emplois et l'autonomisation économique des jeunes : La jeunesse d'Afrique, discours-programme, 2e Forum sur le développement rural en Afrique, Yaoundé, Cameroun, 8-10 septembre 2016

⁴ BafD, Stratégie du groupe de la Banque pour l'emploi des jeunes en Afrique, 2016-2025

que les centres urbains ne parviennent toujours pas à créer les perspectives d'emploi nécessaires pour absorber l'afflux de personnes originaires des zones rurales.⁵ Par ailleurs, ce sont souvent les jeunes hommes qui ont le plus tendance à migrer, ce qui exacerbe la féminisation de l'agriculture, une évolution qui s'accompagne de toute une série de problèmes liés à l'accès aux ressources productives et à la formation.

Pour que cette explosion démographique des jeunes produise un dividende démographique, il est indispensable de créer les perspectives nécessaires pour les jeunes, en particulier dans les zones rurales, que ce soit dans le secteur agricole ou non. Pour ce faire, des liens solides entre le milieu urbain et le milieu rural seront indispensables, qui concerneront la circulation physique des produits, des personnes, de l'argent, de l'information, les réseaux sociaux et les relations qui transcendent les zones rurales et urbaines, mais aussi les interactions entre différents secteurs économiques (agriculture, industrie et services). Il peut s'agir de liens en amont de la production agricole (la fabrication des moyens de production) et de ses liens en aval (transformation, transport et distribution).⁶ Malgré les effets importants de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et de la migration sur les zones rurales, ces évolutions comportent aussi de formidables possibilités de renforcer les moyens de subsistance en milieu rural grâce à des politiques et des interventions intelligentes, qui sortent de la dichotomie rural-urbain et qui profitent de l'amélioration de l'intégration spatiale.

2. Renforcer l'intégration rural-urbain en vue de développer les moyens de subsistance en milieu rural : opportunités

Renforcer les liens entre le monde rural et le monde urbain en termes d'infrastructure, de transport, d'accès au marché et d'échange d'informations, d'idées et d'innovation peut accélérer le développement économique dans les zones rurales et offrir des perspectives à la population rurale, et en particulier aux jeunes. Les stratégies de développement rural doivent dès lors prendre en considération certaines des opportunités suivantes :

- **Nouvelles activités génératrices de revenus dans les systèmes alimentaires sous l'effet de l'évolution des modes de consommation en milieu urbain**

La croissance de la population urbaine peut représenter une opportunité stratégique pour les économies de l'alimentation rurales. L'évolution des modes de consommation et des régimes alimentaires dans les zones urbaines engendre une demande d'aliments transformés et face à la croissance prévue de la population urbaine en Afrique au cours des prochaines décennies, les habitudes alimentaires risquent de connaître des changements de taille, avec une préférence pour les produits autres que ceux de première nécessité ou périssables, transformés et de plus grande valeur, comme la viande, les produits laitiers, les fruits et les légumes.⁷ Les politiques économiques rurales qui intègrent les nouveaux modes de consommation peuvent stimuler la croissance dans l'économie agricole et non agricole rurale au niveau des chaînes de valeur alimentaires et favoriser le transfert vers les zones rurales des activités et des emplois créateurs de valeur ajoutée du « milieu » des chaînes de valeur, souvent lié à la transformation, au conditionnement et à la distribution des produits agricoles. Parallèlement à cela, une meilleure intégration des systèmes alimentaires dans les villes et régions peut contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de régions tout entières en encourageant la production locale et en mettant en place des chaînes d'approvisionnement courtes.

Une étude récente⁸ s'intéresse à l'évolution actuelle des régimes alimentaires en Afrique en s'appuyant sur des données d'enquête émanant de six pays d'Afrique et examine les modes de consommation de différentes catégories de revenus dans des zones rurales et urbaines. L'étude indique qu'à mesure que les revenus augmentent, les aliments hautement transformés représentent une part croissante de la valeur du panier de ménage ; cela vaut autant en milieu rural qu'en milieu urbain. Dans les zones

⁵ Youth Employment in Developing Countries, document d'information préparé au titre du contrat de service DCI-EDUC/2012/310-255 par Janneke Pieters, Institut d'études du travail. Octobre 2013.

https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/study-background-paper-youth-employment-2013_en_0.pdf

⁶ Tacoli, C et Agergaard, J (2017) *Urbanisation, rural transformations and food systems : the role of small towns*. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/10806IIED>

⁷ FIDA, 2016. « Rural-urban linkages and food systems in sub-Saharan Africa The rural dimension »

<https://www.ifad.org/documents/10180/b9021802-e3f7-4bd5-b0ea-760a8fbaabc2>

⁸ Staatz, J. et F. Hollinger (2016), « West African Food Systems and Changing Consumer Demands », *Notes ouest-africaines*, n° 04, OCDE Publishing, Paris

urbaines, dans la catégorie des revenus les plus élevés, les aliments hautement transformés représentent 65 % de la valeur du panier de la ménagère, contre 35 % pour cette même catégorie dans les zones rurales. Les régimes alimentaires des ménages les plus pauvres dans les zones urbaines sont eux aussi problématiques, puisque les aliments hautement transformés représentent chez eux 31 % du panier de la ménagère.

Par exemple, les habitants d'Afrique de l'Ouest consomment une plus grande variété de féculents (céréales, racines et tubercules) qu'autrefois, y compris les produits de « restauration rapide » associés à ceux-ci. L'aspect pratique (des aliments qui soient rapides et faciles à préparer et à consommer) est une tendance générale, qui touche tous les pays et toutes les catégories de revenus. Les consommateurs, de plus en plus pressés par le temps, sont prêts à sortir leur porte-monnaie pour que d'autres intervenants dans le système alimentaire (entreprises de transformation, vendeurs de cuisine de rue) s'acquittent à leur place de certaines étapes dans la transformation et la préparation des aliments, d'où une croissance rapide de la demande d'activités de transformation.

Depuis quelques décennies, cependant, la facture des importations alimentaires de nombreux pays d'Afrique a considérablement augmenté, ce qui représente un potentiel de marché perdu pour la production alimentaire intérieure. Selon la BAfD, l'Afrique consacre environ 35,4 milliards USD par an à ses importations de produits alimentaires.

La politique agricole récente s'efforce dans une large mesure de comprendre les difficultés des agriculteurs et de les aider à les surmonter. Pourtant, dans les chaînes de valeur agricoles de plus en plus axées sur l'acheteur, les consommateurs sont les financiers ultimes du système alimentaire. Il est donc nécessaire pour les producteurs de mieux comprendre l'évolution de leurs préférences en termes de qualité, de facilité, de sécurité et autres pour qu'ils puissent mieux répondre à l'évolution de la demande et rivaliser avec les importations. Afin de produire et de distribuer ces produits de manière efficace et sûre à ces consommateurs, une coordination étroite doit être mise en place à chaque étape du système alimentaire (de la semence à l'assiette du consommateur), ce qui passe par une modernisation des infrastructures matérielles et immatérielles, comme des chaînes du froid fiables et une amélioration des qualités et des normes des produits. Davantage d'efforts doivent être consacrés à l'amélioration de la performance des éléments non agricoles du système alimentaire (comme la commercialisation, la transformation, le conditionnement et la logistique). Au niveau des exploitations, les pouvoirs publics doivent investir davantage dans l'infrastructure, le développement technologique et les services d'aide aux agriculteurs, au lieu de se contenter de subventions aux moyens de production afin d'améliorer la productivité à long terme.

La bonne nouvelle, c'est que si l'on parvient à apporter ces améliorations, de nombreux nouveaux emplois verront le jour pour la main-d'œuvre africaine en pleine expansion, la production, la transformation et la commercialisation de ces produits étant nettement plus exigeants en main-d'œuvre que pour les céréales.⁹

- **Investir dans les petites villes et les villes de taille moyenne pour en faire des plateformes de croissance économique et de prestation de service pour les zones rurales**

Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour veiller à ce que les zones rurales ne soient pas laissées de côté, en leur attribuant les ressources nécessaires. Les petites villes et les villes de taille moyenne représentent des entités à effet de levier pour les investissements dans le développement rural : a) centres de demande/marchés pour les produits agricoles provenant des régions rurales voisines ; b) centres pour la production et la distribution de produits et de services vers les régions rurales voisines ; c) centres de croissance et de consolidation des activités et des emplois ruraux non agricoles, d) en attirant les migrants ruraux de la région et e) en gérant les ressources naturelles.

Les petites villes sont aussi un élément fondamental pour les systèmes alimentaires, en tant que centres du marché, centres de transformation et d'entreposage et d'accès aux ressources et aux services, les liens entre les zones urbaines et rurales, les populations et les entreprises s'étant renforcés. Ces transformations ont des implications importantes pour les systèmes alimentaires, qui s'étendent à tous les processus impliqués dans les activités de la chaîne alimentaire, de la fabrication

⁹ Staatz, J. et F. Hollinger (2016), « West African Food Systems and Changing Consumer Demands », *Notes ouest-africaines*, n° 4, OCDE Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/b165522b-en>

et de la distribution des intrants au transport et à la distribution, en passant par la production agricole, l'entreposage et la transformation.

L'aide aux producteurs et aux consommateurs à faibles revenus dans les zones rurales comme dans les zones urbaines sera bien plus efficace si elle s'appuie sur une bonne compréhension des économies locales et sur le rôle des centres urbains plus petits qui, dans un sens, témoignent de l'urbanisation ascendante des zones rurales, qui conjuguent une base économique diversifiée et un accès aux marchés plus larges, de même que des liens avec ceux-ci.

Les zones rurales doivent néanmoins devenir attractives au-delà des possibilités directes de revenus. Pour cela, les pouvoirs publics doivent assurer un niveau minimum de direction grâce à des politiques visant à renforcer la prestation de service dans les zones rurales, y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation, mais aussi en prévoyant une infrastructure culturelle suffisante, comme des cinémas ou des boutiques, ou une infrastructure dans le domaine des TIC, comme une connexion Internet haut débit en partenariat avec le secteur privé.

- **Améliorer la productivité agricole et attirer les jeunes dans le secteur de l'agriculture**

Compte tenu de la croissance prévue de la population, nombreux sont ceux qui pensent que les économies d'Afrique ont besoin d'une révolution verte africaine pour améliorer la productivité des cultures vivrières malgré les évolutions dans la consommation alimentaire en milieu urbain. Cela passe par des aides accrues en faveur de l'irrigation, des variétés de semences et d'engrais modernes conformément aux succès enregistrés en Asie au XX^e siècle et à l'approche adoptée par le Malawi depuis 2005.¹⁰ Une révolution verte peut aussi contribuer à la compétitivité globale d'un pays, promouvoir les économies au niveau rural, permettre la diversification au profit de cultures plus rentables, libérer des travailleurs pour lancer des entreprises de services et renforcer la demande locale de produits agricoles chez les consommateurs. En effet, l'une des solutions au problème de la compétitivité de la main-d'œuvre industrielle en Afrique est sans doute à rechercher dans le secteur agricole.

L'amélioration de l'accès aux nouvelles technologies et aux ressources n'est qu'une partie de l'histoire de la transformation agricole. L'autre partie concerne l'abandon de l'agriculture de subsistance et l'émergence de la production commerciale, une évolution qui ne pourra se réaliser qu'avec l'organisation et la professionnalisation de la production à l'échelle du continent. Lorsque les agriculteurs s'organisent autour d'un modèle économique (que ce soit de façon collective, dans le cadre de coopératives, ou de façon individuelle, en tant que petites entreprises, ou au moyen de diverses autres structures), ils sont encouragés à adopter une approche professionnelle en matière de production agricole.

Les exemples observés en Afrique de l'Est, notamment au Kenya, en Éthiopie, en Ouganda et au Rwanda, indiquent que les petits exploitants qui sont organisés attirent davantage les possibilités d'agriculture sous contrat et ont plus facilement accès à des marchés locaux importants et à des financements et d'autres services essentiels (Chapoto et al. 2016). Les organisations d'agriculteurs, les coopératives et les autres entreprises agricoles jouent un rôle important au niveau des formations, de l'aide au développement d'activités et d'autres formes de renforcement des capacités de leurs membres, qu'il s'agisse de petits producteurs, de ménages paysans ou d'agriculteurs sous contrat. Ces structures peuvent contribuer à attirer et retenir les jeunes dans le métier d'agriculteur et promouvoir l'entrepreneuriat.

Enfin, il est également important d'investir dans le développement des infrastructures pour augmenter la productivité. L'un des défis majeurs rencontrés par les producteurs locaux concerne le coût du transport, qui entrave grandement le développement de chaînes de valeur reliant producteurs ruraux et consommateurs urbains, et qui n'incite pas le secteur privé à investir dans les zones rurales, même lorsque d'autres facteurs potentiellement intéressants existent. Selon Chapoto et al (2016)¹¹, « une

¹⁰ John W. McArthur (2014) « Pushing the employment frontiers for Africa's rural and urban youth. Foresight Africa : Top Priorities for the Continent in 2014 ». Brookings <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/01-foresight-employment-rural-urban-youth-mcarthur-1.pdf>

¹¹ Chapoto et. al. 2016. « Getting More for Farmers from Post-Harvest to Market », Africa Agriculture Status Report 2016 <https://agra.org/aasr2016/public/assr.pdf>

baisse des frais de transport et de transaction est un excellent moyen de promouvoir l'adoption de technologies de production agricole plus efficaces et d'une meilleure gestion des ressources naturelles, ce qui se traduirait par une augmentation de la productivité agricole ».

Le manque d'infrastructures se traduit aussi par des pertes considérables après la récolte en Afrique. L'absence d'infrastructures d'entreposage de qualité, comme des entrepôts ou des silos, le fait de ne pas utiliser les technologies appropriées en matière de récolte, de transformation et de transport et les erreurs de manutention sont autant de problèmes à résoudre si l'on veut réduire les pertes après récolte. Même si les gouvernements ont un rôle important à jouer dans l'amélioration de l'infrastructure, les exemples de réussite indiquent que la contribution du secteur privé peut aussi favoriser le développement de l'infrastructure (électrification rurale, TIC et technologie mobile et développement de la chaîne de valeur).

L'agriculture commerciale et la mécanisation de l'agriculture peuvent cependant aussi avoir un aspect négatif et entraîner une baisse de la main-d'œuvre agricole nécessaire lorsque l'on privilégie une mécanisation à faible intensité de main-d'œuvre. Il faut aussi ajouter la dégradation des terres et des ressources à l'équation. Les décideurs sont amenés à devoir résoudre un exercice d'équilibriste : bien qu'il faille encourager l'augmentation de la productivité et de la production, ils doivent aussi tenir compte de façon préventive des conséquences à plus long terme de cette transformation agricole, en soutenant la création d'emplois non agricoles capables d'absorber la main-d'œuvre agricole excédentaire à l'avenir. Comme on le souligne souvent, la commercialisation et la modernisation de l'agriculture peuvent prendre de multiples formes et prendre plus ou moins en considération les plus pauvres. On se rend toutefois compte que ces trajectoires de commercialisation doivent s'appuyer sur des politiques bien pensées et basées sur des données factuelles plutôt que sur une idéologie.

- **Soutenir la création d'emplois dans l'économie rurale non agricole et promouvoir les stratégies de subsistance diversifiées et multi-locales**

Avec 60 % de sa population âgée de 24 ans ou moins en 2015 (contre 42 % à l'échelle mondiale et 30 % dans les pays à revenus élevés), l'Afrique est le continent le plus jeune au monde. En Afrique subsaharienne, le pourcentage de jeunes s'élève même à 63 %. Le marché du travail devrait accueillir chaque année pas moins de onze millions de jeunes au cours de la prochaine décennie. Malgré la croissance rapide dans les emplois salariés dans le secteur formel, la majorité de ces jeunes vont être amenés à travailler dans des exploitations et des entreprises familiales, souvent pour des salaires très faibles. Afin d'augmenter les revenus des jeunes, les gouvernements doivent accélérer les réformes globales axées sur le climat des affaires, renforcer l'enseignement fondamental et faciliter l'accès aux terres, à l'infrastructure, à la formation et au financement.¹²

De plus en plus, on reconnaît que la création de perspectives d'emploi pour les jeunes fait partie des principaux défis de notre époque en matière de développement. En Afrique, l'agriculture reste, dans la plupart des cas, le secteur capable d'absorber un nombre important de nouveaux demandeurs d'emploi et d'offrir des emplois dignes de ce nom, avec des retombées positives tant au niveau public que privé. En mettant en place une culture entrepreneuriale plus dynamique et en ayant accès à de nouvelles compétences et au capital, les jeunes devraient être en mesure de créer leurs propres emplois.

Les travailleurs dans le secteur agricole en Afrique sont nombreux à manquer de qualifications et à ne pas avoir suivi un enseignement formel. Il y a dès lors un décalage entre les compétences qui sont produites et celles dont le marché du travail a besoin. Le manque de compétences organisationnelles, commerciales et techniques reste une entrave importante à l'amélioration de la rentabilité du secteur agricole et à l'attrait des jeunes, et empêche les agriculteurs locaux d'offrir aux consommateurs en milieu rural des aliments et des produits à plus grande valeur ajoutée et de renforcer leur position dans les chaînes de valeur.

Il est essentiel de soutenir la création d'emplois non agricoles, le secteur des services et de la transformation alimentaires représentant un potentiel important d'activité économique non agricole. Pour réaliser ce potentiel économique, ce sont plus particulièrement les jeunes en milieu rural qui ont besoin d'aide pour participer à la croissance des systèmes alimentaires et pour avoir accès aux services de base et aux financements, à l'infrastructure, aux compétences, aux formations et à l'innovation.

¹² Rapport de la Banque mondiale, *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*. 2014

Des partenariats solides entre les secteurs public et privé en vue d'éliminer les obstacles à la croissance et de renforcer la compétitivité du secteur privé favoriseraient le développement des PME. Compte tenu du nombre disproportionné de jeunes qui travaillent actuellement dans de petites entreprises familiales et qui sont indépendants dans le secteur agricole, il est essentiel de mettre en place des mesures afin d'améliorer le climat d'investissement en Afrique.¹³ Les politiques destinées à augmenter l'emploi non agricole concerneront de nombreux secteurs, comme les services financiers, le transport, la santé, l'éducation et la gestion des ressources naturelles. La diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) participera aussi à la stimulation de l'emploi en milieu rural.

De plus, l'Afrique a besoin d'urgence d'une hausse massive des investissements en faveur de l'énergie et des transports. Les employeurs ont besoin d'une énergie fiable pour produire des biens et des services, de même que de routes fiables pour rivaliser avec la concurrence sur les marchés des produits. Pourtant, l'Afrique n'investit que 4 % de son PIB dans le financement de l'infrastructure, ce qui est nettement moins que la plupart des autres marchés émergents. Les investissements dans l'infrastructure peuvent avoir des effets extraordinaires tant sur le plan de la croissance que de l'emploi. Pour ne citer qu'un exemple, le programme d'électrification rurale en Afrique du Sud après l'apartheid a contribué à augmenter l'emploi des femmes de plus de 9 points de pourcentage.¹⁴ Dans les économies rurales plus isolées d'Afrique, ces immenses bonds en avant dans la connectivité économique peuvent sans aucun doute avoir des effets similaires, voire encore meilleurs, sur l'emploi pour les générations à venir.¹⁵

L'une des stratégies à envisager devrait cependant aussi consister à aider les stratégies de subsistance flexibles des ménages ruraux qui existent déjà. Comme indiqué plus haut, étant donné que l'exode touche essentiellement les hommes, le nombre de ménages dirigés par des femmes a augmenté dans beaucoup de pays d'Afrique, ce qui renforce encore l'importance des politiques sensibles à la question du genre. Parallèlement à cela, les envois de fonds vers les ménages ruraux peuvent jouer un rôle déterminant, puisqu'ils constituent des filets de sécurité sociale privés, permettent d'avoir accès aux services de base et à l'éducation, ainsi qu'au capital d'investissement pour la production agricole et à d'autres activités génératrices de revenus pour les ménages ruraux. Les décideurs peuvent soutenir ces stratégies de subsistance multi-locales en analysant et en intégrant mieux les modèles de mobilité dans la planification des infrastructures reliant les zones rurales aux centres urbains, en améliorant la connectivité en termes de couverture téléphonique et d'Internet et en améliorant l'infrastructure des services financiers afin de faciliter non seulement les envois de fonds, mais aussi l'utilisation productive de ce capital.

3. Un environnement stratégique international et régional favorable

L'importance du renforcement des liens entre zones rurales et zones urbaines a été confirmée dans l'agenda stratégique mondial également, en particulier dans les objectifs de développement durable (ODD). L'ODD11 vise notamment à « Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale ». Les liens entre zones rurales et urbaines figurent aussi en bonne place dans le Nouvel agenda urbain lancé récemment à l'occasion de la conférence Habitat III à Quito, en novembre 2016. Cette étape marquait un changement de paradigme, avec l'abandon de la dichotomie rural-urbain au profit d'une perspective plus globale en matière de développement local, partagée par les parties prenantes urbaines comme par les rurales. Par ailleurs, l'ODD 2 reconnaît également la nécessité d'investir dans l'infrastructure rurale, plus particulièrement dans le cadre de l'amélioration de la productivité agricole dans les pays en développement. Étant donné que le secteur qui produit le plus d'emplois en Afrique reste l'agriculture¹⁶, le renforcement des liens

¹³ BAfD. Africa Economic Brief. Accelerating the AfDB's Response to the Youth Unemployment Crisis in Africa, Agnes Soucat, Ginette Muteta Nzau, Nawsheen Elaheebocus et Joao Cunha-Duarte. 2014

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Economic_Brief_-_Accelerating_the_AfDB%E2%80%99s_Response_to_the_Youth_Unemployment_Crisis_in_Africa.pdf

¹⁴ Dinkelman, Taryn. 2011. « The Effects of Rural Electrification on Employment : New Evidence from South Africa ». *American Economic Review*, 101(7): 3078-3108.

¹⁵ Pushing the employment frontiers for Africa's rural and urban youth. Foresight Africa : Top Priorities for the Continent in 2014. John W. McArthur, Visiting Fellow, Global Economy and Development.

¹⁶ Kwame Yeboah et T.S. Jayne. 2016. « Africa's Evolving Employment Structure: Causes and Consequences » FAO <http://www.fao.org/3/a-bp111e.pdf>

entre les zones rurales et les zones urbaines dépendra en partie de la modernisation des systèmes agroalimentaires à l'échelle du continent.¹⁷ Mais surtout, c'est le caractère intersectoriel des ODD qui fait que de nouvelles perspectives s'imposent en matière de développement durable, qui soient centrées sur les personnes et les endroits où elles vivent et où elles s'installent, plutôt que sur certaines dimensions sectorielles de leur vie seulement.

En outre, l'adoption de l'accord sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba) va entraîner une évolution de l'architecture de l'AOD et des flux financiers destinés aux pays en développement, notamment dans les domaines de l'agriculture et du développement rural (ADR). La Banque africaine de développement a souligné la nécessité de renforcer le financement du secteur privé pour combler l'insuffisance des fonds nécessaires pour réaliser la transformation agricole en Afrique.

L'augmentation des investissements et de la croissance du secteur privé reste l'une des premières priorités pour l'Afrique pour parvenir à un développement inclusif, capable de créer des liens fructueux entre les zones urbaines et les zones rurales et de soutenir la création d'emplois. Dans sa Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025, la Banque africaine de développement considère la mobilisation de la participation du secteur privé (notamment dans le cadre de financements et de chaînes de valeur) comme un élément fondamental pour faire progresser l'économie agricole de l'Afrique et augmenter les possibilités d'emploi en milieu rural.¹⁸ On commence à observer quelques exemples de réussite dans ce domaine, avec un intérêt plus grand du secteur privé pour l'agriculture (et des investissements plus importants dans le secteur).¹⁹

Cette reconnaissance de l'importance du secteur privé dans la transformation rurale est également partagée par les partenaires de développement, notamment par l'Union européenne, qui a fait du renforcement de la participation du secteur privé dans le développement une priorité de son action extérieure. Dans la stratégie de la Commission européenne de 2014 intitulée « Un rôle plus important pour le secteur privé en vue de parvenir à une croissance inclusive et durable dans les pays en développement »,²⁰ et en 2016, dans le cadre de sa dernière stratégie en faveur du développement intitulée « consensus européen pour le développement », l'accent est mis sur le secteur privé en tant que partenaire dans la réalisation d'un développement durable, grâce à l'investissement et à la création d'emplois.²¹

De plus, la déclaration de Malabo de 2014, dans laquelle les dirigeants de l'Union africaine promettaient d'atteindre une série d'objectifs dans le secteur de l'agriculture pour 2025, constitue une référence solide pour le renforcement des marchés du travail en milieu rural. L'un de ses principaux objectifs est d'augmenter de 30 pour cent l'emploi des jeunes dans les zones rurales en Afrique, en particulier grâce au renforcement des chaînes de valeur agricoles, tandis qu'un autre consiste à privilégier et à soutenir les moyens de subsistance et les possibilités de gagner sa vie pour les femmes et les jeunes en milieu rural.

4. Demain : les approches spatiales en matière de développement rural

Dans beaucoup de pays d'Afrique, l'agriculture restera le premier secteur en termes d'emplois et de possibilités de revenus dans les zones rurales. Les décideurs doivent envisager des moyens de faire en sorte que la productivité agricole reste importante et de retenir les jeunes dans les métiers de l'agriculture et les zones rurales. Le développement rural exige une nouvelle approche, qui assure une production agricole diversifiée et permette de s'assurer que les zones rurales ne restent pas sur le carreau et répondent aux besoins de leurs populations en termes de prestation de service, de connectivité et de possibilités d'emploi. **Cela ne peut se faire que si les décideurs adoptent une approche davantage spatiale et, partant, plus globale en matière de transformation rurale.** Les

¹⁷ Kwame Yeboah et T.S. Jayne. 2016. « Africa's Evolving Employment Structure: Causes and Consequences » FAO <http://www.fao.org/3/a-bp111e.pdf>

¹⁸ Banque africaine de développement (2016) « Nourrir l'Afrique : Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025 » [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Nourrir l Afrique -](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Nourrir_l_Afrique_-_Strat%C3%A9gie_pour_la_transformation_de_l_agriculture_en_afrique_pour_la_p%C3%A9riode_2016-2025.pdf)

[Strat%C3%A9gie pour la transformation de l agriculture en afrique pour la periode 2016-2025.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Nourrir_l_Afrique_-_Strat%C3%A9gie_pour_la_transformation_de_l_agriculture_en_afrique_pour_la_p%C3%A9riode_2016-2025.pdf)

¹⁹ Agra (2016) « Africa Agriculture Status Report 2016: Progress towards Agricultural Transformation in Africa » <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014DC0263&from=en>

²¹ <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-740-F1-FR-MAIN.PDF>

baillleurs de fonds doivent par conséquent aider les partenaires à améliorer la gouvernance au moyen d'une planification régionale et d'une décentralisation qui encouragent les politiques axées sur l'aspect spatial. Ces approches spatiales adoptent une vision territoriale en matière de développement et apportent un cadre qui permet de coordonner différentes priorités stratégiques, comme l'augmentation de la productivité agricole ou le renforcement de l'infrastructure rurale, pour atteindre des objectifs transversaux, comme la création d'emplois chez les jeunes et, au final, qui permet d'assurer une transformation plus inclusive et plus durable des zones rurales.

Objectifs du Briefing : Pour améliorer le partage de l'information et promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers médias organisent depuis 2007 des briefings bimestriels sur les principaux enjeux et défis pour l'agriculture et le développement rural dans le cadre de la coopération UE / ACP. Ce briefing, co-organisé avec la BMZ / GIZ, favorisera l'échange de vues et d'expériences sur les liens entre les zones rurales et urbaines pour la transformation rurale et la création d'emplois.

Groupe ciblé : Environ 150 responsables ACP-UE, groupes de la société civile, réseaux de recherche, praticiens du développement, représentants du secteur privé et organisations internationales basées à Bruxelles.

Résultats : Un court rapport et des extraits seront publiés en formats imprimé et électronique peu après la réunion. Les données d'entrée et commentaires produits avant, pendant et après la réunion seront compilés sur le site web des briefings : <https://bruxellesbriefings.net/>